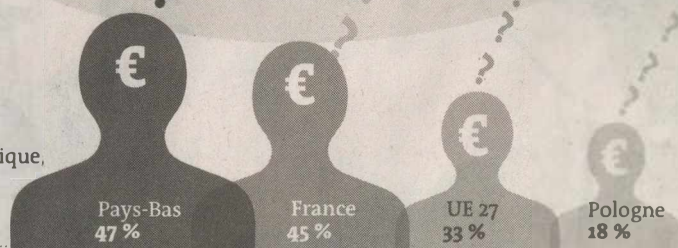
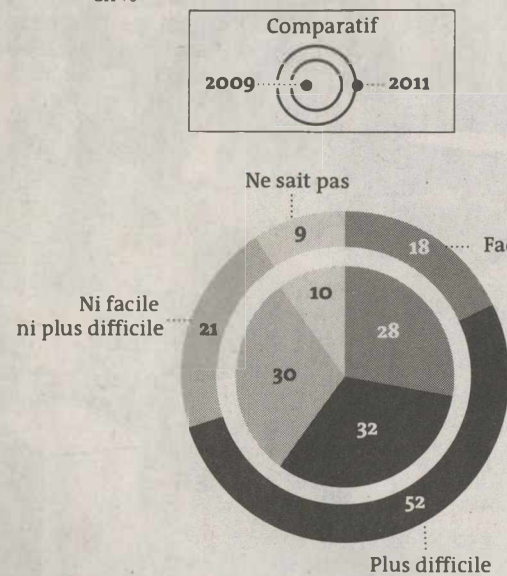


BAROMÈTRE
UNION EUROPÉENNELes Européens ne sont pas convaincus de la nécessité
d'un gouvernement économique► Pensez-vous qu'un gouvernement économique est utile pour l'avenir de l'Europe ?
Réponses positives, en %Les pays qui sont favorables
à un gouvernement économique,
ceux qui le sont moins
et la moyenne de l'UE► Comment imaginez-vous la qualité de vie
d'un citoyen européen en 2030 ?
en %► Par rapport aux Etats-Unis, diriez-vous que
l'économie européenne est...
en %

■ A l'heure où les dirigeants européens s'interrogent sur la gouvernance budgétaire de la zone euro, le débat sur la mise en place d'un « gouvernement économique » au sein de l'Union européenne (UE) est loin de faire l'unanimité. Dans aucun pays de l'UE, il n'y a une majorité d'habitants qui jugent cette démarche utile. Les Européens semblent peu enclins à juger qu'une telle structure puisse répondre aux défis. Dans seulement six pays, plus de 40 % des habitants estiment qu'un gouvernement économique serait utile : les Néerlandais arrivent en tête (47 %), suivis des Français (45 %). Les plus sceptiques se recrutent en Europe de l'Est : les Polonais (18 %) y sont les moins favorables ainsi que les Tchèques (20 %).

■ Dans l'ensemble, les Européens sont de plus en plus pessimistes par rapport à l'avenir. 52 % d'entre eux estiment que la qualité de vie va se dégrader d'ici à 2030, soit 20 % de plus qu'en 2009.

■ Quand les Européens se comparent aux Américains, leur jugement est, là aussi, peu encourageant. En deux ans, le nombre d'habitants qui pensent que l'économie européenne est moins performante que celle des Etats-Unis est passé de 32 % à 39 %.

SOURCE : EUROSTAT ; INFOGRAPHIE LE MONDE

En Europe, réconcilier austérité et démocratie

31 MAI | RÉFÉRENDUM EN IRLANDE SUR LE TRAITÉ BUDGÉTAIRE EUROPÉEN

Alors que les plans de sauvetage se multiplient, qui doit avoir l'autorité pour les piloter ?

PHILIPPE RICARD

Bruxelles, bureau européen

Sera-t-il le prochain président de l'Eurogroupe ? Rien n'est acquis pour Wolfgang Schäuble, le ministre des finances d'Angela Merkel, à l'heure où François Hollande appelle depuis son élection à réorienter la gestion de la crise des dettes souveraines. Le grand argentier allemand fait certes figure de favori, mais la bataille engagée entre le nord et le sud de la zone euro pour la succession, voire le maintien, du Luxembourgeois Jean-Claude Juncker donne surtout une idée de l'importance renouvelée de la fonction : désormais, le président de l'Eurogroupe est en quelque sorte le « ministre des finances » de la zone euro, placé au cœur du dispositif de surveillance économique et budgétaire élaboré dans l'urgence des derniers mois pour tenter de tourner la page de la crise.

Depuis des mois, Angela Merkel a insisté pour muscler le gouvernement économique de la zone euro, afin de développer la « culture de stabilité » qui lui est chère, en échange d'un effort inédit – car proscrit par les traités – de solidarité avec les Etats dans le collimateur des marchés. Pour elle, la nomination de Wolfgang Schäuble donnerait une garantie de sérieux au dispositif mis en place au forceps depuis deux ans.

Muscler la discipline
budgétaire

Le traité budgétaire signé par vingt-cinq pays – et soumis à référendum en Irlande jeudi 31 mai – constitue le point d'orgue de cette approche. Mais il n'en est pas le seul élément. Semestre européen, pacte de stabilité renforcé, fonds de secours, une série d'outils ont été mis en place pour muscler la discipline budgétaire, et pas seule-



Les Vingt-Sept se sont réunis pour un Conseil européen informel, le 23 mai, à Bruxelles. Ici, de gauche à droite : Mario Monti, Angela Merkel, François Hollande et Elio Di Rupo. YVES LOGGHE/AP

ment dans les Etats sous assistance. L'arsenal pourrait être encore renforcé dans les mois à venir, au fil des rebondissements de la crise des dettes, surtout si, d'aventure, la Grèce devait quitter l'union monétaire. Wolfgang Schäuble lui-même appelle à une Europe plus fédérale et plaide pour la mise en place d'un véritable ministre des finances, à la tête d'un embryon de Trésor européen. Pour donner une légitimité à l'ensemble, il plaide, comme d'autres avant lui, pour la fusion des présidences du Conseil et de la Commission, un poste unique qui serait pourvu à l'issue d'une véritable élection paneuropéenne.

Contre l'avis de la chancelière, François Hollande a, de son côté, relancé l'idée d'euro-obligations, une mutualisation des dettes inimaginable sans une étroite coordination des politiques nationales. Une perspective de long terme, qui suscite une vive empoignade entre les capitales européennes. De l'avis général, un saut fédéral impliquerait des transferts de souveraineté que les Etats, France en

tête, ne sont pas tous en mesure d'accepter à ce stade.

D'ores et déjà, le dispositif est sans précédent : « Le traité budgétaire préserve la capacité de décision des gouvernements nationaux, mais fait peser sur eux de lourdes contraintes », résume Benedicte Marzinotto, chercheuse au laboratoire d'idées Bruegel, à

Bruxelles : « Les capacités de contrôle et de sanctions ont été renforcées. »

Désormais, Eurostat peut se rendre en Espagne afin de valider avec le gouvernement les dernières estimations de déficit. Et gare aux Etats qui tenteraient, comme la Grèce, de truquer leurs chiffres : des amendes sont désormais prévues à leur encontre. « Beaucoup de textes ont été adoptés, reste à savoir comment ils seront appliqués », signale la députée européenne Sylvie Goulard. « La Commission a-t-elle les moyens, et la légitimité, pour tenir son rôle ? Le Conseil saura-t-il suivre ses recommandations, quitte à sanctionner un des siens ? », s'interroge l'élue du MoDem, très en pointe sur ces sujets au sein de l'hémicycle.

L'histoire récente de la zone euro, avant la crise, a montré que les ministres des finances n'étaient jamais très motivés pour rappeler un des leurs à l'ordre. D'où la dérive des comptes publics grecs, en dépit des doutes qu'ils suscitaient de longue date.

Plus que jamais, le gouvernement économique de l'euro est une espèce d'hydre à deux têtes : la Commission européenne d'une part et l'Eurogroupe d'autre part,

placés sous l'autorité du Conseil européen. Au sein de la première, les prérogatives d'Olli Rehn, le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, ont été renforcées comme jamais. Il peut désormais recommander aux capitales de mener telle ou telle réforme et pourra exiger l'amendement des projets de budget présentés par les Etats en déficit excessif.

L'Eurogroupe est lui aussi monté en puissance. Signe des temps, la petite équipe de fonctionnaires qui préparent les réunions mensuelles des ministres des finances a été renforcée : un président à plein temps a même été recruté en la personne de Thomas Wieser, vieux routier du ministère des finances autrichien.

Le volet de croissance
de François Hollande

Reste que, à peine conçu, ce dispositif fait déjà l'objet de vifs débats. La victoire de François Hollande en France et la percée des partis anti-austérité en Grèce ont conforté le camp de ceux qui considèrent que le tout-austérité ne suffit pas. « Il ne peut pas y avoir simplement une dimension budgétaire, qui a été celle choisie à travers le

traité que vous connaissez (...), nous devons y ajouter un pacte de croissance et aussi un engagement à moyen terme, les Européens doivent savoir où l'Europe va, il doit y avoir une direction politique », a martelé François Hollande, avant son premier dîner à Bruxelles, mercredi 23 mai. Le président français entend adjoindre au traité budgétaire un volet croissance, pour endiguer la récession qui mine les Etats les plus fragiles, Grèce, Espagne, ou Italie.

La légitimité démocratique du nouvel arsenal fait tout autant débat. « Qui est Olli Rehn ? », a lancé un ministre belge, en début d'année, quand le commissaire aux affaires économiques et financières a demandé à son pays d'alourdir encore ses efforts d'économies. « Il nous faut inventer un système de légitimation démocratique à deux niveaux : d'une part, les Parlements nationaux, qui doivent garder le pouvoir du vote du budget, en lien avec les autorités bruxelloises, d'autre part, le Parlement européen, pour encadrer le rôle du Conseil et de la Commission », estime Sylvie Goulard. Une vision qui n'est pas nécessairement du goût des capitales, même sous la pression des événements. ■

Un pacte peut en cacher un autre

François Hollande a beaucoup insisté sur la renégociation du pacte budgétaire, auquel il veut adjoindre un volet croissance. Signé le 2 mars par vingt-cinq Etats à l'initiative d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy, ce traité est en cours de ratification. Il entrera en vigueur en janvier 2013, si douze des dix-sept Etats de la zone euro le ratifient d'ici là. Une poignée l'ont déjà fait, avant le référendum en Irlande, jeudi 31 mai. Innovation principale : le pacte budgétaire fixe une « règle d'or » que chaque gouvernement est censé transposer

chez lui, afin de limiter le déficit structurel à 0,5 % du produit intérieur brut (PIB).

Pour renforcer la discipline collective, le principal outil en place demeure le pacte de stabilité et de croissance, mis en place en 1997, avant les débuts de l'union monétaire. A l'époque, l'Allemagne d'Helmut Kohl craignait, non sans raison, le laxisme des pays du « Club Med », Italie en tête. C'est ce pacte qui plafonne à 3 % le déficit des Etats de l'UE et à 60 % leur endettement. Au-delà, les Etats s'exposent à des sanctions. Ce pacte a été renforcé à

l'automne 2011 à l'issue d'un long bras de fer entre les Etats et le Parlement européen. Il avait été assoupli en 2005 à l'initiative de la France et de l'Allemagne, qui n'arrivaient pas à le respecter. Nicolas Sarkozy a longtemps lutté contre le principe de sanctions plus automatiques, avant de mettre de l'eau dans son vin. Son successeur s'est engagé à respecter les engagements pris au nom de cet instrument, tout en menaçant de ne pas ratifier le traité prévu pour le compléter. ■

P. Ri.



En hausse

CHEMINS DE FER ITALIENS – Le bénéfice net de Ferrovie dello Stato a bondi de 121 % en 2011, à 285 millions d'euros. Le groupe public, dont les revenus ont progressé à 8,3 milliards d'euros (8 milliards en 2010), dit avoir bénéficié de l'ouverture à la concurrence.



En baisse

AIR FRANCE - KLM – La compagnie, qui veut réaliser 2 milliards d'euros d'économies d'ici à 2015, va verser une prime de 400 000 euros à son ex-directeur général, Pierre-Henri Gourgeon. L'UNSA, second syndicat du groupe, enjoint les actionnaires à refuser le versement de cette prime.

2

C'est, en milliards d'euros, ce que le Land du Bade-Wurtemberg réclame à EDF. Il juge en effet excessif le prix (4,7 milliards) auquel le groupe français a cédé, fin 2010, ses parts dans l'électricien allemand EnBW à ce Land, premier actionnaire. EDF estime que la demande est « sans fondement » et « abusive ».

L'euro baisse : bonne ou mauvaise nouvelle ?

La monnaie unique est passée sous la barre de 1,25 dollar vendredi 25 mai, une première depuis le 30 juin 2010

Les chefs d'entreprise pestant régulièrement contre un euro jugé trop fort se voient offrir une bouffée d'air. Vendredi 25 mai, la monnaie unique est brièvement passée sous la barre des 1,25 dollar, un seuil inédit depuis le 30 juin 2010, avant de remonter légèrement à 1,2517 euro. Longtemps épargnée par les tourments de l'union monétaire, la devise européenne a perdu 7 cents face au billet vert depuis le début du mois. Et par rapport à fin mai 2011, le recul atteint 19 cents...

« Ce recul est indéniablement une bonne nouvelle », juge Frédéric Ducrozet, économiste au Crédit agricole. Un soulagement car cette baisse agit comme une « dévaluation compétitive » involontaire. Une arme idéale pour renforcer la compétitivité des entreprises du Vieux Continent. Mécaniquement, la baisse de la monnaie unique aura un effet dopant sur les exportations en réduisant leur prix vis-à-vis des partenaires commerciaux des dix-sept pays hors de la zone euro. « Une baisse de 10 % de l'euro peut générer jusqu'à 1 point de croissance supplémentaire », note M. Ducrozet. Cette baisse ne va pas résoudre la crise, mais va donner de l'air aux Etats. »

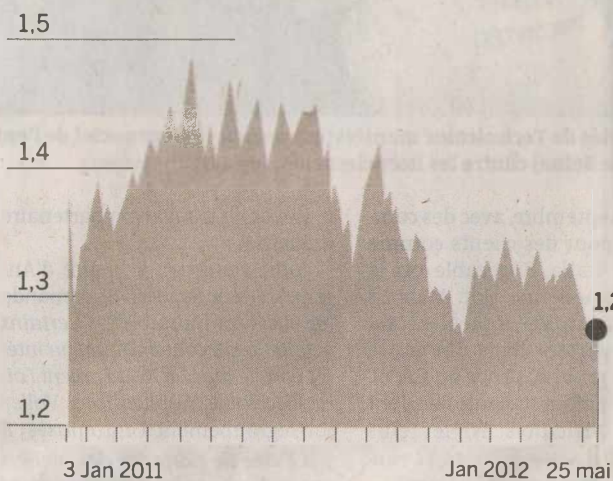
Mêmes les « ayatollahs » d'une monnaie forte ne peuvent nier cet aspect positif. D'autant qu'il s'accompagne d'une baisse simultanée du prix du pétrole, souligne Sylvain Broyer, économiste chez Natixis.

De quoi réduire la facture énergétique. Depuis le début du mois, le baril de Brent est ainsi passé de 118 à 108 dollars. Ainsi, l'effet pervers de la baisse de l'euro – à savoir le renchérissement automatique du prix de l'or noir libellé en dollars – s'amorçait.

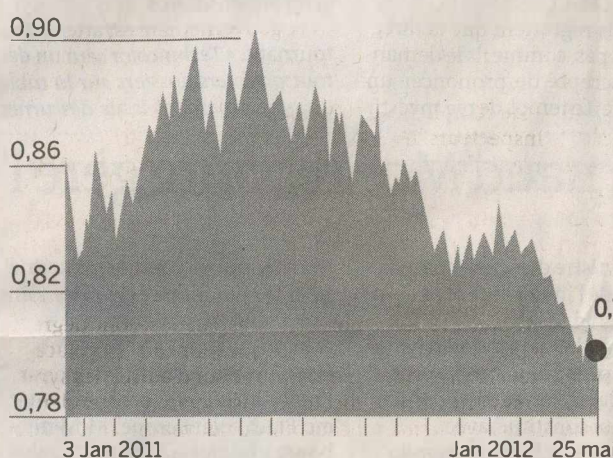
Les mouvements récents sur l'euro et le pétrole se traduisent par un effet globalement bénéfique pour la zone euro, calcule M. Broyer, avec une inflation réduite et un pouvoir d'achat amélioré. « C'est toujours bon à prendre », estime-t-il, même si ce gain reste pour le moment négligeable : 0,05 point

La Chine premier fournisseur de la zone euro et le Royaume-Uni premier client

► COURS DE L'EURO EN DOLLARS

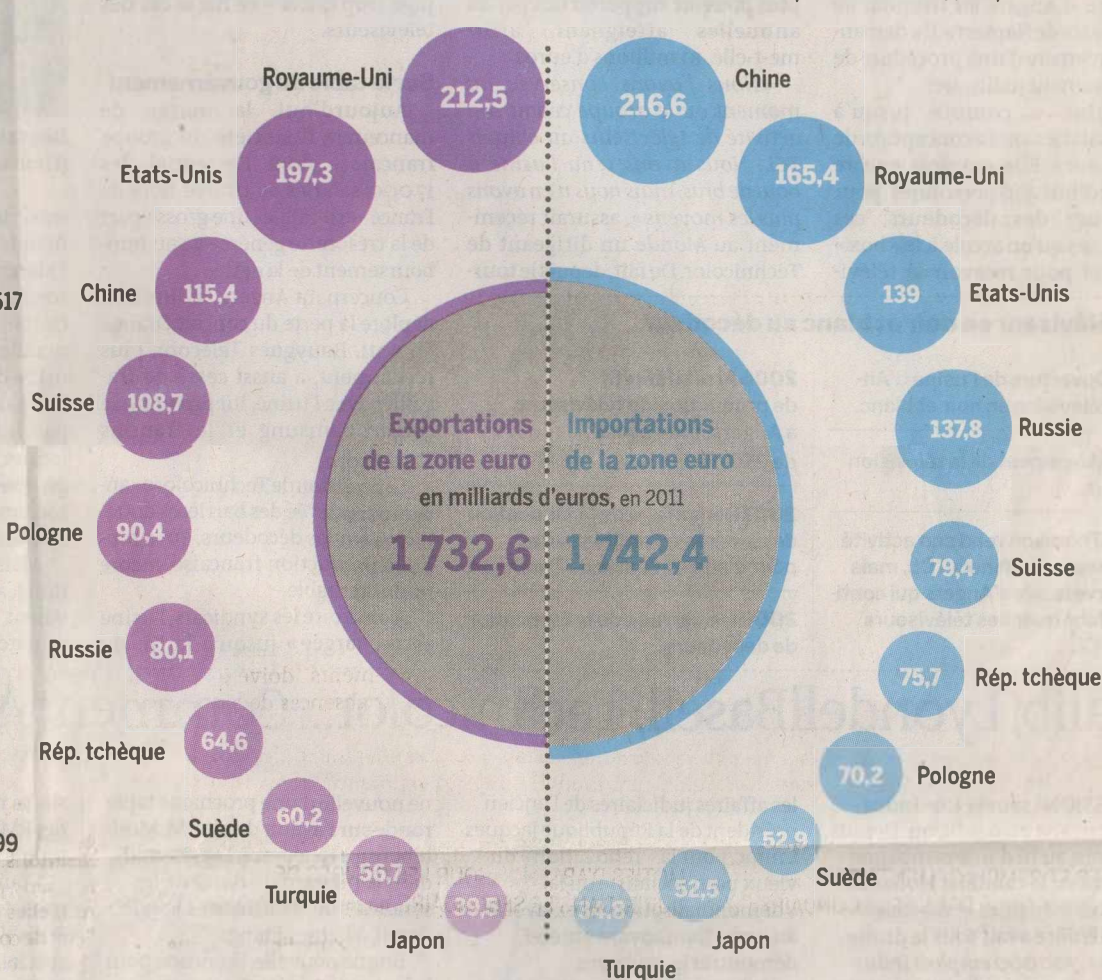


► COURS DE L'EURO EN LIVRES



* Pays de la zone euro : Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie, Slovénie.

► LES PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE LA ZONE EURO*, en milliards d'euros,



SOURCES : BLOOMBERG ; EUROSTAT

de pouvoir d'achat en plus pour les ménages européens...

La baisse de l'euro pourrait se prolonger. Certains spécialistes le voient glisser prochainement vers les 1,20 dollar, plus très loin du cours moyen constaté entre 1999, à la création de l'euro et aujourd'hui (1,1457 dollar). De l'avis de la plupart des experts, il est même étonnant que la monnaie unique ne se soit pas effondrée davantage et plus vite.

A leurs yeux, la résistance de l'euro jusqu'à présent s'explique

par un dollar maintenu à un niveau artificiellement bas par la Fed, la banque centrale aux États-Unis. Pour soutenir l'économie américaine, celle-ci a mené une politique monétaire très agressive en faisant tourner la planche à billets. Aujourd'hui, la première économie mondiale se redresse, la Fed n'a donc plus de raison de poursuivre dans cette voie.

Mais si le repli de l'euro revêt des côtés positifs pour l'industrie, les raisons du recul, elles, sont inquiétantes. « Ce n'est pas l'euro

qui va mal mais l'économie européenne », expliquait déjà en 1999 Romano Prodi, alors président de la Commission européenne, face à la dégringolade de la jeune devise européenne.

Aggravation des problèmes

Ce diagnostic reste d'actualité. Pire encore, il s'accompagne pour les plus pessimistes, d'un risque lié à la survie même de l'Union monétaire. Certains pays membres sont déjà tentés de laisser sortir – ou d'expulser – la Grèce surendettée

de la zone euro. Après elle, la porte sera entrouverte, pensent-ils pour laisser partir d'autres pays mal en point.

En outre, les effets de la baisse de la monnaie unique mettent en évidence les divergences de ses pays membres. « L'Union monétaire n'est pas un territoire économique homogène », rappelle Michel Didier, président de l'institut d'études Coe-Rexecode.

Malheureusement pour eux, les avantages du repli de l'euro seront négligeables pour les pays qui auraient le plus besoin d'un coup de pouce. Ainsi du Portugal, qui exporte à 60 % vers la zone euro. La baisse de la monnaie unique devrait même aggraver les problèmes de la Grèce. Le pays n'a pas beaucoup d'industrie et exporte peu : 21 % de son produit intérieur brut (PIB) est lié aux exportations,

contre 80 % pour la Belgique et 46 % pour l'Allemagne. Ses partenaires sont essentiellement au sein de l'Union monétaire. En 2011, son premier client était l'Italie, le deuxième, l'Allemagne. Enfin, la valeur de ses importations représente encore le double des exportations.

La France ou l'Italie profiteront davantage de la baisse de l'euro. Du fait de leur retard de compétitivité. Sa dévaluation aura un effet positif en rendant leurs produits moins chers.

En revanche, l'Allemagne, favorisée par un coût du travail plus faible et qui, surtout, parvient à mieux vendre ses produits en dépit d'un euro fort – car ils sont jugés de haute qualité –, sera moins favorisée par la chute de la monnaie. ■

CLAIRE GATINOIS
ET CLÉMENT LACOMBE

Pour sauver Bankia, la quatrième banque espagnole, Madrid va injecter 23 milliards d'euros de fonds publics

Madrid
Correspondance

Le Conseil d'administration de Bankia, la quatrième banque cotée espagnole, a dévoilé vendredi 25 mai son plan d'assainissement et de recapitalisation. Bankia, née de la fusion entre sept caisses d'épargne régionales, a demandé à l'Etat une aide de 19 milliards d'euros. Un chiffre record qui témoigne des dommages causés en Espagne par l'effondrement de la bulle immobilière en 2008.

Le 9 mai, la banque avait déjà demandé sa nationalisation partielle, par le biais de la conversion de 4,5 milliards d'euros d'un prêt public en actions. Au total, l'Etat devra donc investir 23,5 milliards d'euros dans Bankia.

Jamais une banque espagnole n'avait eu besoin d'une telle injection de capital public. De fait, l'aide demandée par le nouveau président de Bankia, José Ignacio Goñigolzarri, nommé le 7 mai après la démission de Rodrigo Rato, dépasse largement les prévisions du ministre de l'économie. Luis de Guindos avait en effet affirmé le

11 mai que, pour que les banques puissent respecter les nouvelles exigences de provisions demandées par le gouvernement (qui s'élèvent à 84 milliards d'euros pour l'ensemble du secteur), l'Etat devrait sans doute aider certaines d'entre elles, pour « près de 15 milliards d'euros ».

C'est donc un nouveau coup dur pour le gouvernement qui devra augmenter les ressources du Fonds de restructuration bancaire (FROB), alors qu'il a du mal à se financer sur les marchés, qui exigent un taux d'intérêt de plus de 6 % pour ses bons à dix ans. Un niveau « insoutenable à moyen terme » selon des sources gouvernementales.

Pour recapitaliser ses banques, « il est possible que le gouvernement ait à recourir au Mécanisme européen de stabilité financière », souligne l'économiste de l'IESE Business School, Juan José Toribio. Une option que le chef du gouvernement, Mariano Rajoy, a écartée pour le moment, se contentant de demander à la Banque centrale européenne de rouvrir les vannes du crédit.

D'autres entités financières auront elles aussi besoin de fonds publics. La Banque d'Espagne estime à 184 milliards d'euros le montant des « actifs problématiques » du secteur. Plusieurs banques et caisses d'épargne inquiètent particulièrement les marchés, comme en témoignent les nouvelles dégradations des notes de cinq d'entre elles annoncées vendredi par Standard & Poor's.

Perte de confiance

Bankia, Banco Popular et Bankinter ont ainsi été classées dans la catégorie « spéculative », celle des obligations « pourries ». Tandis que les grandes banques espagnoles, telles que Santander et BBVA ont été placées sous « perspective négative » du fait de la détérioration de l'économie espagnole, qui a renoué avec la récession au premier trimestre 2012 (-0,3 % de croissance du PIB).

Outre le financement de l'aide publique, l'annonce de Bankia pose un autre problème au gouvernement, celui de la crédibilité de l'Espagne, qui après avoir minimisé l'impact de la crise sur ses

banques, fait face à une perte de confiance grandissante sur les marchés.

Selon la presse, l'audit réalisé par Bankia, sous la supervision de la banque américaine Goldman Sachs, a mis en évidence un trou de 5 milliards d'euros dans les comptes ainsi qu'une détérioration des actifs de cinq autres milliards. Bankia, dont le conseil d'administration (excepté le nouveau président et le directeur général) a démissionné en bloc, a dû corriger, vendredi soir, les résultats annoncés pour l'année 2011 et reconnaître près de 3 milliards d'euros de pertes au lieu des 309 millions d'euros de bénéfices annoncés précédemment par M. Rato...

Dans les prochaines semaines, d'autres banques pourraient aussi revoir à la baisse leurs résultats. Pour tenter de regagner la confiance des investisseurs, le gouvernement a en effet confié à deux cabinets d'audit indépendants, l'allemand Roland Berger et l'américain Oliver Wyman, l'analyse du secteur. Verdict dans un mois. ■

SANDRINE MOREL

DIMANCHE
27 MAI À 18 H 10

Internationales

BERNARD DEBRÉ
MÉDECIN, DÉPUTÉ UMP DE PARIS

www.tv5monde.com

Xavier Lambrechts (TV5MONDE), Bruno Daroux (RFI), Patrick Roger (Le Monde)

DIFFUSION SUR LES HUIT CHÂÎNES DE TV5MONDE, EN DIRECT SUR LES ANTENNES DE RFI ET SUR INTERNATIONALES.FR

TV5MONDE et **rfi** avec **Le Monde**